

La politique fédérale canadienne au singulier et au pluriel

SIMON LAFLAMME *Université laurentienne*

Il n'est pas rare d'entendre, sur les partis politiques, des opinions de ce genre: « ils sont tous pareils »; « ils sont à peu près tous pareils »; « celui-ci n'est pas comme les autres ». Ces sentences populaires—où le citoyen affirme sa perspicacité, sa sagacité—entraînent la désapprobation ou l'approbation des politiciens qui ne peuvent que s'insérer dans la discussion: « comment peut-on nous comparer à ceux-là puisque ... »; « nous sommes le seul parti qui ... » Autre fait remarquable: ces revendications à l'irréductibilité donnent occasionnellement lieu à des consensus quant à la dénonciation d'un organisme politique par trop spécifique. Or, il faut dire que, depuis plusieurs années, les sciences sociales ont contribué à justifier ce genre de position soit en illustrant le fait de la limitation des idées par l'intérêt, la langue, la culture, l'épistémè, soit en soutenant une idéologie (« unique et vraie ») contre toutes les autres (« semblables et erronées »).

Reconnaissant, d'une part, qu'il ne peut pas ne pas y avoir de similitude entre les différents organismes politiques d'un État, admettant, d'autre part, qu'il ne peut pas ne pas y avoir d'originalité en chacun d'eux, nous voulons contribuer à trouver comment s'explique le fait de la différence et de la ressemblance dans le discours politique d'une nation. Mais nous voulons mener notre étude à un niveau où les objets ne deviennent pas méconnaissables par la simplification rapide ou l'abstraction démesurée, afin de rendre plus significatifs, peut-être plus pratiques, les résultats de la réflexion. Pour ce faire, nous nous donnons ici un cas, à un moment spécialement favorable: la politique fédérale canadienne lors de la campagne électorale de 1984. Mais avant d'entreprendre cette analyse, il n'est pas inutile de présenter quelques influences ou quelques enjeux théoriques.

Discours politique et entours

Notre réflexion se situe dans le prolongement des études sur l'idéologie. Nous formulerons toutefois une réserve. Il nous semble que, plus se

développent les études sur la connaissance collective, plus la notion d'idéologie devient difficile à cerner. En tout cas, avec l'exploration des domaines du discours s'estompe l'image d'un savoir dominant ou dominé appelé par quelque loi historique à s'écrouler ou à s'élever; s'éloigne aussi la scène aux propagandistes puissants tenant des propos sournois et implacables au-dessus d'une masse d'aliénés; s'évapore enfin la vision d'un arrière-monde de connaissances maléfiques, raison de l'exploitation de la multitude et de la fortune de quelques-uns. Si la signification d'« idéologie » doit impliquer quelque rapport avec des sous-ensembles sociaux—bien ou mal définis, à l'intérieur d'une ou de plusieurs nations—et si elle doit rappeler quelque cause ou effet socio-politique, le mot lui-même n'arrive plus à désigner que les intentions politiques (au sens large) de collectifs de toutes sortes ou encore, l'utopie qui encadre les projets de la politique quotidienne. Car la recherche découvre—ici comme en bien d'autres secteurs—un objet complexe, imprévisible, multiple, relativement autonome. Les phénomènes sociaux, les phénomènes de pensée collective, les rapports entre ceux-ci et ceux-là, ne livrent pas leur entière richesse, leur avenir, dans un simple croquis. Pour bien faire sentir cette latitude des idées politiques générales et communes, à cause des préjugés qui entourent le concept d'idéologie, nous substituons couramment à celui-ci le concept de philosophie. L'analyse rencontre toujours des niveaux, des réseaux, des subjectivités et des formations sociales, mais non plus dans des schémas dualistes; les formations, les paliers, tout comme les séquences, les croisements, les ruptures, les transformations peuvent être nombreux (peut-être autant que les formes d'exploitation, par ailleurs).

Idéologie juste et « discours clos »

Dans *One-Dimensional Man*, Marcuse observe qu'il n'y a pas de différence idéologique notable entre les deux organisations politiques prépondérantes aux États-Unis¹ et il constate aussi que les partis communistes occidentaux ne constituent pas des mouvements vraiment révolutionnaires.² Bien sûr, le marxisme, ici, comme à ses débuts, juge, sépare l'idéologie juste des autres. Bien sûr, il s'agit d'une philosophie surchargée, qui présuppose un savoir presque pur, une vérité translucide, qui croit en un être libéré, désaliéné, capable de vivre sa nature réelle, qui attend, optimiste, une humanité autre, une fin heureuse à l'évolution de l'histoire humaine. Néanmoins, la critique marcusienne parvient, non sans regret, à établir qu'en fait, dans la politique réelle de nombreux pays (et parfois en dépit de desseins

1 Herbert Marcuse, *One-Dimensional Man: Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society* (London: Routledge & Kegan Paul, 1964), 117-18.

2 Ibid., 21.

Résumé. Comment peuvent s'expliquer la différence et la ressemblance entre les différents partis politiques au Canada? Voilà la question à laquelle nous tentons de répondre dans cet article en comparant les positions des trois partis politiques dominants sur cinq thèmes: l'avortement, la peine capitale, le chômage, le déficit, le gel de l'armement nucléaire. Les relations que les partis politiques entretiennent entre eux et avec les populations qu'ils veulent représenter, puis les exigences de la vie en société contraignent le discours politique à s'uniformiser. Cette homogénéisation n'empêche pas toutefois l'émergence de philosophies et de stratégies politiques originales.

Abstract. How can we explain the differences and the similarities between the different political parties in Canada? This question is addressed by comparing the positions taken by the three dominant political parties on five topics: abortion, capital punishment, unemployment, the deficit and a nuclear freeze. The relations between the political parties themselves, their relationship with their target constituencies and the demands of social life all force political opinions to become more alike. This increasing uniformity does not prevent the emergence of original political philosophies and strategies.

grandioses et audacieux) le champ des possibilités demeure restreint; elle arrive même à cerner une espèce de « discours clos », et elle se voit astreinte à déplorer l'enfermement de l'opinion publique dans des mots et des structures analytiques.

L'épistémè généralissime

Dans une perspective moins partisane, moins militante, dont les résultats n'admettent pas l'exception du désaliéné, de la vérité, Foucault abonde dans le même sens. Bien que ses recherches n'autorisent probablement pas toutes ses affirmations,³ Foucault illustre bien, par ses histoires, qu'une idée réclame, incorpore d'autres idées, qu'elle relève d'un ensemble limité et limitatif. Comme on peut le lire dans *L'Archéologie du savoir* :

Il n'y a pas d'énoncé qui n'en suppose d'autres; il n'y en a pas un qui n'ait autour de soi un champ de coexistence, des effets de série et de succession, une distribution de fonctions et de rôles. Si on peut parler d'un énoncé, c'est dans la mesure où une phrase (une proposition) figure en un point défini, avec une position déterminée, dans un jeu énonciatif qui la déborde.⁴

Mais jusqu'où peut s'étendre ce débordement? Le champ de la coexistence, le jeu énonciatif comprennent-ils la totalité de ce qui peut être formulé? Jusqu'à quel point l'épistémè décide-t-elle de toute connaissance pour tout énonciateur?

Étant donné les acquis des « analyses critiques » et surtout des études synchronisantes, c'est à ce genre de questionnement qu'il est impérieux, croyons-nous, de répondre à courte échelle, même dans un secteur aussi peu commode, aussi chargé de détails, que celui des débats de la politique nationale. Pour ce faire, il faut redonner leur place

3 « Dans une culture et à un moment donné, il n'y a jamais qu'une épistémè, qui définit les conditions de possibilité de tout savoir » (Michel Foucault, *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines* [Paris: Gallimard, 1966], 179).

4 Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir* (Paris: Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 1969), 131.

à certains éléments, par exemple aux polémiques, qui ont fait obstacle à la jeune « histoire des idées » et, peut-être, en éclairant celle-ci par la réintégration de ceux-là, sans préjuger de leur validité,⁵ mais en n'oubliant pas que cette « histoire des idées » a su démystifier la notion d'un sujet autonome, a su dénoncer l'évolutionnisme.

Une pragmatique de la communication

Tout savoir a ses conditions de possibilité historiques, systémiques. Mais la nécessité de la systématisation du savoir n'implique pas que les relations à l'intérieur desquelles s'inscrivent les connaissances ne soient que celles des éléments des structures discursives d'une époque en tant que telle. En tout cas, une « pragmatique de la communication »,⁶ quoiqu'elle recoure à l'idée selon laquelle un état d'esprit, une affirmation de soi, sont compréhensibles à l'intérieur d'un système (sans, par contre, rechercher d'instance superlative de détermination), en affirmant l'inéluctabilité de la communication, réussit à traiter les phénomènes d'interaction en eux-mêmes, dans leur immédiateté, dans leur situation, et à dévoiler des messages qui leur sont inhérents.

Un parti politique, au Canada notamment, est condamné à communiquer avec ceux qu'il représente ou souhaite représenter, à prêter l'oreille à l'écho de ses messages. Les messages émis dépendent d'un environnement politique variable et varié qui provoque une incessante reformulation des propagandes.

Le pragmatisme des partis politiques canadiens a, sous certains aspects, été décrit par quelques analystes.⁷ Dans *The Canadian Political System*, par exemple, Van Loon et Whittington écrivent : « Canadian parties, like their counterparts throughout the world, act as communication agencies, transmitting messages from political decision makers (and their opponents) to the environment and vice versa ». ⁸ Un peu plus loin : « Hence the fact that parties take positions on political issues, combined with the fact that people pick up information associated with the position of "their" party, gives parties a continuing and vital role in communicating political information to society. Closely connected with the communication of political information to society is the feedback of information to decision makers regarding the

5 Lire, par exemple, Foucault, *L'archéologie*, 195.

6 P. Watzlawick, J. Helmick Beavin et P. D. Jackson, *Pragmatics of Human Communication: A Study of Interactional Patterns, Pathologies, and Paradoxes* (New York: Norton, 1967).

7 Nous pensons entre autres à : R. J. Van Loon et M. S. Whittington, *The Canadian Political System: Environment, Structure and Process* (Toronto: McGraw-Hill Ryerson Ltd., 1981); A. Bernard, *Québec: élections 1976* (Montréal: Cahiers du Québec/Hurtubise HMH, 1976); J. R. Mallory, *The Structure of Canadian Government* (Toronto: Gage, 1984).

8 Van Loon et Whittington, *The Canadian Political System*, 309.

effectiveness of their policy decisions and regarding the general political climate ».⁹

La persuasion politique

Les analyses sociologiques des contenus de propagande ne révèlent pas autre chose : les organismes politiques sont contraints d'émettre des messages aptes à les distinguer des autres organismes et capables de représenter une solution quelconque à une situation telle qu'elle est perçue par une population dans sa dimension maximale. Cela signifie qu'il n'y a pas de discours réel ni en dehors d'une relation concrète entre un « persuadeur » (politique) et son destinataire, entre un « persuadeur » et les autres « persuadeurs », ni en marge d'une intériorisation collective d'un contexte commun.¹⁰ Mais cette dépendance du savoir à l'endroit d'interactions véritables, donc son caractère fondamentalement particulier, ne signifie pas qu'un message puisse être déchiffrable s'il n'est pas intégré à un champ discursif ample qui constitue le milieu commun, unifiant, dans lequel évoluent et le destinataire et le persuadeur.

Analyse d'une campagne électorale

Il y a dans les propos que tiennent les trois partis politiques majeurs au Canada, en 1984, des thèmes communs.¹¹ Tout parti politique susceptible de prendre le pouvoir doit parler d'avortement, de peine de mort, de chômage, de déficit, d'armement nucléaire et de bien d'autres questions dont celles de la femme, des sociétés de la couronne, de l'énergie, du transport... Nous nous arrêterons sur les cinq premiers sujets. Mais tous ces points, discutés par les politiciens et par leurs

9 Ibid., 310.

10 On lira d'intéressantes illustrations de ces phénomènes dans le livre de A. Bernard, *Québec : élections 1976*, passim.

11 D'après l'interprétation des documents suivants : Documents autorisés par l'Agence libérale fédérale du Canada : *John Turner s'engage*, 24 pages, et *Policy Backgrounder*, 76 pages. Documents autorisés par le Fonds P.C. du Canada : *Un moment avec Brian Mulroney*, affiche ; *Un plan d'action : des politiques précises pour les jeunes*, dépliant de 8 pages ; *Pocket Politics '84*, 41 pages, et *Respectons nos engagements : la Défense nationale et le Parti P.C.*, dépliant de 8 pages. Documents autorisés par Gerry Caplan, agent enregistré du N.P.D. : *De nouvelles possibilités d'obtenir plus d'emplois pour nos impôts*, 2 pages ; *De nouvelles possibilités économiques pour les femmes*, 2 pages ; *De nouvelles possibilités en matière d'éducation*, 2 pages ; *De nouvelles possibilités grâce à des taux d'intérêt moins élevés et stables*, 2 pages ; *De nouvelles possibilités grâce aux coopératives communautaires et de travailleurs*, 2 pages ; *De nouvelles possibilités pour des soins de santé adéquats*, 2 pages ; *De nouvelles possibilités pour la paix et le désarmement nucléaire*, 2 pages ; *De nouvelles possibilités pour les jeunes*, 2 pages ; *De nouvelles possibilités pour une fiscalité juste*, 2 pages, et *De nouvelles possibilités pour une pension adéquate*, 2 pages.

mandants, dessinent un territoire accidenté, couvert de sentiers et de carrefours, à l'intérieur duquel manoeuvrent les aspirants au pouvoir. Les partis politiques sont ainsi comparables au moins en ce qu'ils parcourent tous une même zone et circulent couramment aux mêmes intersections.

Puisque les partis politiques s'expriment sur des sujets ordinairement identiques, il faut trouver dans quelle mesure ce qu'ils disent peut être différent, en confrontant leurs positions respectives sur certains thèmes.

L'avortement

Il y a les thèmes sur lesquels il est difficile de ne pas soutenir une opinion définie, où les organismes doivent ou bien s'apparenter ou bien se dissocier.

Sur l'avortement, le *Party libéral* (P.L.) et le *Parti progressiste-conservateur* (P.C.) affichent des points de vue analogues. Tous les deux souhaitent ménager un compromis entre « Pro-choix » et « Pro-vie » par le maintien de la loi en vigueur, laquelle tolère l'interruption de la grossesse mais seulement si celle-ci est recommandée par un comité de médecins qui atteste que la grossesse est une menace pour la santé de la femme.

Le *Nouveau parti démocratique* (N.P.D.) considère qu'une femme a le droit de décider elle-même de porter ou non son enfant. Par conséquent, il réclame l'abrogation de la loi existante et propose que les femmes aient accès à des cliniques d'avortement, librement et aux frais de l'État.

Il y a, de toute évidence, un désaccord entre ces thèses : le N.P.D. est pour le libre choix de la femme; le P.L. et le P.C. sont contre, n'acceptant que l'avortement thérapeutique. Il est certes permis de tenter de rendre intelligibles ces positions respectives en se référant au degré de proximité du pouvoir, au niveau de force de caractère¹² des partis ou de leurs leaders et à d'autres notions du même genre, infiniment inexplicatives. Mais il faut aussi observer que cette indéniable opposition renferme quelque entente. Premièrement, il y a le fait qu'aucun des trois partis ne soit entièrement contre l'avortement. Point commun qui est partiellement un effet de la situation canadienne. Celui pour qui le pouvoir national est réellement accessible ne peut pas être inconditionnellement opposé à une pratique qui peut être bénéfique pour la santé, la vie d'une personne. Deuxièmement, l'un des principaux arguments néo-démocrates est le respect du jugement du citoyen : une femme qui décide qu'elle ne doit pas mener à terme sa grossesse a le

12 Ici, le N.P.D. semble faire montre d'une plus grande détermination. Dans le cas de la lutte anti-séparatiste, on peut dire le même chose du P.C. Chaque parti tient à ses idées. Et puis on n'élit pas un gouvernement qui ne revendique le pouvoir que pour le pouvoir, qui ne représente rien d'autre que l'autorité.

droit d'être entendue et convenablement secourue. Or, le P.L. et le P.C. n'invoquent pas d'autre raison quand ils souhaitent un arrangement entre les deux théories antagonistes : le jugement des citoyens qui soutiennent soit « Pro-vie » soit « Pro-choix » ne doit pas écraser celui de l'opposant. Ainsi, qu'on tienne des propos mitoyens ou qu'on prenne carrément parti, le cadre discursif est le même. Le P.L. et le P.C. ne disent pas : nous nous opposons, dans certains cas, à l'avortement parce qu'une femme est incapable de décider pour elle-même. Le N.P.D. ne prêche pas que la vie n'a aucune valeur. En réalité, aucune thèse ne peut infirmer l'autre définitivement. Les deux positions, à travers les trois partis, peuvent s'opposer parce qu'elles ne peuvent se réfuter; elles ne peuvent pas s'exclure mutuellement parce qu'elles s'appuient sur des principes semblables qui, précisément, les rendent toutes deux possibles. Il ne suffit pas d'objecter un oui à un non pour ne rien partager. D'ailleurs, il est des libéraux et des conservateurs adeptes de « Pro-choix » comme des sociaux-démocrates partisans de « Pro-vie ». Dans ce champ de possibilités, où sont vécues des existences diverses, où se dévoilent des attentes concordantes ou discordantes, des philosophies variées se manifestent, donnant lieu à des types de comportement, entraînant sur des thèmes communs des thèses antagonistes, mais qui peuvent coexister. Le P.L. et le P.C. interprètent le respect de l'opinion en termes de société entière; le N.P.D., lui, estime plutôt que cet égard doit être accordé à la personne individuelle. L'on remarquera que, placé devant un autre problème, celui de la politique sociale, par exemple, l'argument peut changer de défenseur : le P.C. a tendance à privilégier les droits de la personne, alors que le N.P.D. appuie plus régulièrement les droits de la collectivité.

Des organismes politiques tiennent sur l'avortement des propos différents, mais qui ne s'annihilent pas réciproquement, parce qu'ils partagent un même milieu discursif.

La peine capitale

On obtient un peu les mêmes résultats quand on analyse le débat sur la peine de mort.

Par les voix de leurs chefs, le N.P.D. et le P.L. s'opposent à cette fatale sentence et ne sont pas prêts à soumettre la question à un vote libre à la Chambre des Communes. Par la bouche de son leader, le P.C., comme les deux autres, désapprouve la funeste punition; cependant, à l'inverse de ses rivaux, il admettrait que la Chambre soit consultée librement. La réprobation est unanime; seul point de mésentente : le refus ou non du vote des députés. Le N.P.D. et le P.L. sont à ce point convaincus du bien fondé de leur orientation qu'ils n'acceptent pas qu'elle soit modifiée même par les représentants de la nation. Ce n'est pas le cas pour le P.C.

Certes, les motifs cités par ceux qui voient favorablement ou non ce châtement ultime sont nombreux. Mais il en est un, fondamental, que chacune des thèses retient : celui de l'atrocité. Pour les défenseurs de la peine de mort, le meurtrier doit mourir à cause de l'atrocité de son acte; pour ses détracteurs, le meurtrier ne doit pas mourir à cause de l'atrocité d'une exécution.

Ainsi, qu'on ait foi ou non en la valeur de la mortelle condamnation, l'argument sur lequel repose la décision est le même. Une horreur unanimement ressentie. Cela explique qu'à l'intérieur d'une même philosophie des idées incompatibles puissent être avancées; cela explique aussi que des opinions concordantes puissent être défendues dans des philosophies étrangères. Cela explique, finalement, qu'un électeur favorable à la peine de mort ne soit pas rebuté par un politicien qui réproouve cette sentence.

Intermède

On entrevoit une première conclusion : des positions réellement spécifiques peuvent être prises; mais elles ne coexistent sans violence que si elles se répartissent un territoire discursif commun. La dissension sur l'avortement n'est pas sans renvoyer à l'omniprésence de l'impératif respect du jugement humain, jugement d'individus ou de collectifs; celle qui concerne la peine capitale renvoie, elle, à l'unanime désapprobation du meurtre. Il n'y a de polémique, au sein d'une même société, que si communient les fondements profonds d'une contestation. Ce qui présuppose qu'une même condition de possibilité discursive provoque et encadre une pluralité d'opinions ou, pour dire autrement, que la polémique a pour cause l'unicité d'un argument divisible; sans quoi l'opposition est juxtaposition, voire intolérance, donc non polémique.

GRAPHIQUE I

Polémique socio-politique



Argument
unique mais divisible

Il semble que s'élèvent certaines frontières qui ne se laissent pas encore bien compléter, bien rabouter, bien définir. Pour le moment, ne se dessinent que deux niveaux : celui de la controverse et celui de sa condition essentielle. On n'aperçoit pas vraiment, encore, de lignes

directrices précisées par des philosophies; les philosophies, en effet—libéralisme, conservatisme, nouvelle démocratie—jusqu'à maintenant se rejoignent, s'entremêlent.

Le chômage

Lors de la campagne électorale de 1984, discuter de chômage, c'est parler des femmes, de spécialisation, d'informatique, de robotique, d'éducation, d'investissement, de syndicats; mais c'est, par-dessus tout, s'intéresser aux jeunes.

Le P.L. propose un programme annuel d'un milliard de dollars pour aider les jeunes à acquérir de l'expérience, ce qui, par la suite, doit leur permettre de décrocher des postes réguliers, permanents. Il suggère aussi des assistances de 10 000\$ pour encourager les jeunes à fonder leurs propres entreprises.

Le P. C. prévoit un crédit global d'impôt de 250 millions de dollars pour les entreprises qui créent des emplois pour les jeunes. Aux jeunes aventuriers des affaires, il offre directement jusqu'à 25 000\$.

Le N.P.D. envisage la somme d'un milliard et demi de dollars pour aider la jeunesse à atteindre le marché du travail—ce montant incluant des subventions qui seraient accordées aux jeunes qui créeraient leurs propres affaires. Le N.P.D. exigerait des compagnies qui emploient plus de 50 personnes qu'elles mettent sur pied des programmes d'apprentissage pour travailleurs.

Chacun des trois partis considère que le problème du chômage est lié, pour une large part, à celui de la jeunesse (et réciproquement). Chacun des trois partis reconnaît que l'État doit accorder une attention privilégiée aux jeunes chômeurs, faciliter pour ceux-ci la conquête du monde du travail.

Mais le P.L. centre son programme sur les jeunes comme pour rectifier une situation, comme pour équilibrer les types de chômeurs. Le P.C. mise surtout sur la recherche, l'investissement et la croissance. Le N.P.D. croit que l'embauche des jeunes passe par le plein-emploi dans toute la nation. Ce ne sont pas là des exclusivités. Le P.C. et le N.P.D. aussi souhaitent une distribution plus proportionnée des sans-travail; c'est pourquoi, d'ailleurs, comme le P.L., ils se dotent de politiques favorisant les jeunes. Le P.L. et le N.P.D. aussi croient que la recherche, l'investissement et la croissance sont des avenues qu'il faut emprunter pour améliorer la condition de la nation. Le P.L. et le P.C. aussi rêvent du moment où tout travailleur pourra exercer son métier. Ainsi, une stratégie est-elle envisagée chez l'un qu'elle l'est aussi chez l'adversaire. Pas tant parce qu'elle est empruntée, volée au rival, que parce qu'elle est élément de la conscience populaire canadienne et parce qu'il n'y a pas d'Élu qui puisse se réjouir de l'injustice dont souffre la jeunesse, qui puisse mépriser l'édénique objectif du plein-emploi, qui puisse négliger la recherche... Non pas tant, non plus, pour mendier

des électeurs, par soif du pouvoir, que parce que le moyen de réaliser une stratégie politique est le pouvoir gouvernemental, que parce que la politique canadienne, en 1984, se fait autour de ce registre de préoccupations. Comme l'ont fait le P.L. et le P.C. quand ils ont aménagé leurs programmes respectifs à l'image de la position néo-démocrate sur l'impôt des personnes à hauts revenus, il arrive que soit manifestement copié, au cours d'une campagne électorale, par exemple, un élément d'un programme concurrent; mais cette imitation ne compte pas par elle seule: elle doit être comprise dans le rapport social, historique, qu'entretiennent un organisme politique et la conscience collective. L'explication ne doit pas, ici, se limiter à une variable par trop réductible: mauvaise foi, petitesse, désir du pouvoir. On ne rend compte ni de la victoire conservatrice ni des défaites soit libérale soit néo-démocrate sur la base de cette contrefaçon. Quoi qu'il en soit, malgré cette récurrence de stratégies, les facteurs sur lesquels les partis insistent, auxquels l'électorat a tendance à les identifier plus immédiatement, ne sont pas des copies conformes les unes des autres. Le P.L., le P.C. et le N.P.D. promettent d'intervenir, de remédier au mal de la jeunesse et, d'une façon plus intégrale, plus tardive, d'enrayer cette épidémie qui force maintes personnes vaillantes à l'inactivité. Mais le P.L. semble ne pas croire aux miracles et redouter les conséquences d'une opération brusque; il se montre craintif mais patient; son intention est de poursuivre un traitement qui produit des résultats modestes, mais relativement efficaces, et puis d'augmenter la dose chez les plus touchés, jusqu'à concurrence d'un milliard de dollars éventuellement. Le P.C., lui, n'entend s'occuper des chômeurs qu'indirectement: il n'y a pas à imaginer d'emplois provisoires, fictifs, surtout si cela doit appauvrir le dispensateur qu'est l'État; convaincu d'avoir diagnostiqué la cause profonde du problème, le P.C. est résolu à vouer l'essentiel de sa thérapie au mal, à la source; or, cette cure, prometteuse, mais lente et rude, commande à l'État à la fois une réduction considérable des engagements et une concentration des efforts: pour abaisser la condamnable dette publique et pour favoriser la salvatrice entreprise privée, 250 millions de dollars seulement seront accordés aux sans-travail (et encore, par l'intermédiaire des employeurs qui les embaucheront), alors que les jeunes entrepreneurs, eux, pourront obtenir des soutiens, non plus de 10 000\$ comme avec les libéraux, mais de 25 000\$. Le N.P.D., enfin, ne va pas soulager les compagnies, déjà bien portantes; son régime les contraindra à contribuer à l'assainissement de la nation; plus encore, prévoyant faire d'une pierre deux coups, son voeu est d'amener, aux frais du gouvernement qu'il constituerait, la jeune main-d'oeuvre potentielle à prodiguer des soins par lesquels la condition de la société serait améliorée.

Pour chacun des trois partis, l'avenir, plus ou moins éloigné, pour la nation, est prometteur. Éventuellement presque tout le monde aura son

emploi. Mais pour le P.L., ce formidable futur s'accorde mal au programme proposé à cause de la récente expérience du règne libéral et de l'intention de continuation, c'est-à-dire mélange d'étatisme et de libéralisme, qu'affiche le parti du gouvernement sortant.¹³ Pour le P.C., il y aura une nette transformation par le simple déplacement de l'étatique au privé, dont l'un des corollaires est l'accentuation du rôle de la recherche. Le N.P.D. aussi fait miroiter un fantastique changement, mais cette fois par la socialisation de l'économie et par quelques projets spécifiques dont, par exemple, la diminution des heures de travail. Le P.C. n'a pas d'histoire récente à défendre. Le N.P.D. non plus. Mais ce dernier ne fait pas partie de la tradition des pouvoirs fédéraux.

On note donc que, si les organismes politiques majeurs au Canada visent la même fin suprême, leurs stratégies pour y parvenir sont divergentes et diversement adaptées. Pareillement, si les trois partis sont forcés d'avoir des préoccupations affines, les moyens d'intervention, les lignes directrices qui guident les décisions de la politique pratique sont respectivement caractéristiques de chacun des partis. Ce n'est pas la même chose, quand on se soucie du chômage des jeunes, de mettre sa confiance dans le secteur privé, de promouvoir des services sociaux sous forme d'« initiatives jeunesse » ou de faciliter l'acquisition d'expérience et la création d'entreprises privées animées par des jeunes. Un parti politique est souvent définissable par les points sur lesquels il insiste, parce que son horizon de préoccupations coïncide couramment avec celui de ses contradicteurs. Les mesures qu'il préconise sont guidées par quelque orientation sociale, dont dépend souvent la survie de la population, mais aussi par quelque philosophie originale souple. Au Canada, en 1984, il n'était pas permis pour le gouvernement probable de la nation de ne pas s'illustrer en tant qu'humaniste par certains aspects. Mais il y a divers styles d'humanisme : dans le cas du problème du chômage, l'humanisme du P.C. est bien indirect par rapport à celui du P.L. et à celui du N.P.D. : appuyer les compagnies qui emploient ou emploieront éventuellement des travailleurs, ce n'est pas aider directement et tout de suite une personne dans l'espoir qu'elle trouve ultérieurement à se faire embaucher; ce n'est pas, non plus, secourir un chômeur en le faisant coopérer au bien-être de la société. Peu importe l'efficacité de chacune de ces stratégies.

Le déficit

Le rapport entre les philosophies et les stratégies originales s'observe clairement dans les intentions qu'affichent les partis face au déficit.

13 Et le rôle de conciliateur ouvert qu'est forcé de jouer le nouveau chef du parti, à cause du souvenir populaire des manières intransigeantes du précédent Premier ministre et à cause de l'image de négociateur courtois qui fait le succès du principal adversaire, ne sera pas un présage suffisant d'heureux développement pour l'électorat.

Le P.L. s'engage à réduire de moitié le passif national qui s'élève à 30 milliards de dollars, surtout par l'élimination du gaspillage et du chevauchement des tâches dans la fonction publique.

Le P.C. se propose d'atténuer la dette publique à la fois par l'investissement, la croissance économique, une réforme de l'impôt et une « prudente » administration. Mais il ne s'impose aucune échéance précise.

Le N.P.D. aussi espère parvenir à une diminution du déficit. Lui non plus ne se fixe aucun délai. Mais il ne s'occupera de cette question secondaire qu'ultérieurement, quand des argents auront été versés en quantité suffisante pour la création d'emplois, principalement pour les jeunes.

Le P.L. ne projette pas de réduire les engagements du gouvernement envers la population. Le P.C. ne prévoit pas de ne pas couper là où il le jugera opportun. Le N.P.D. s'occupera de cette dette, mais plus tard.

On retrouve une entente de principe : la dette publique doit être comprimée. On reconnaît également des zones d'insistance particulières, des stratégies distinctes qui se confondent avec celles qu'on a relevées dans l'analyse sur le chômage : une attention particulière accordée aux chômeurs par les néo-démocrates, à l'allègement du fardeau étatique par les conservateurs, aux démunis et au budget national par les libéraux.

Le gel de l'armement nucléaire

Pour le chef du P.L., le gel des armes nucléaires est l'idéal; il avertit néanmoins, qu'afin de ne pas affaiblir l'OTAN, le Canada ne doit pas se compromettre pour un voeu pieux, si noble soit-il.

Le P.C. souhaite un arrêt contrôlable de l'armement nucléaire sous réserve que ce freinage ne privilégie aucun camp.

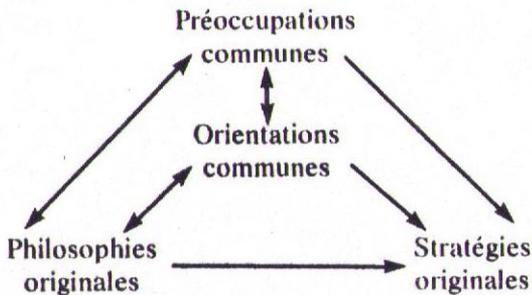
Le N.P.D. est en faveur d'un gel universel et vérifiable de l'armement nucléaire.

Unanimité : premièrement on n'entend pas que le Canada doive se dissocier de l'OTAN; deuxièmement, il est stipulé que l'armement nucléaire doit être stoppé. Le P.L. ne tient pas à isoler le Canada dans l'OTAN; il préfère se taire. Le P.C. s'alignera sur l'OTAN : aucun camp ne doit être avantagé, songe-t-il. Le N.P.D. ne s'occupe pas trop de l'OTAN, mais souhaite un gel sous surveillance; ainsi, sa position rejoint-elle celle du P.C. Même si les néo-démocrates font preuve de plus d'autonomie que les conservateurs et les libéraux devant l'OTAN, les trois positions peuvent être ramenées à ce raisonnement : la course à l'armement nucléaire doit s'arrêter; ce freinage doit être sous observation; il ne faut rien faire qui puisse provoquer une guerre; il faut tout faire pour préserver la paix. Argumentation unique. Préoccupations communes.

Résumé

Il y a, dans la politique canadienne, des préoccupations communes aux différents partis. Plus encore, ces partis, dès lors qu'ils peuvent réellement prétendre au pouvoir national, doivent avoir des horizons similaires—à moins d'ironie, de cynisme, on ne lutte pas pour le chômage, on lutte contre lui—, et, ordinairement, tenir des langages analogues. Cependant, ils ont aussi des zones d'insistance originales guidées par des philosophies plus ou moins générales, qui rejoignent des objectifs suprêmes et des langages communs, et qui, en même temps, s'adaptent aux intérêts (même conflictuels) d'une collectivité.

GRAPHIQUE 2



La politique se fait sur la base d'une communauté de préoccupations et d'orientations dans laquelle des philosophies, des stratégies se taillent des places qui rendent possibles la lutte et le pouvoir politiques, et sont elles-mêmes modelées à l'image des préoccupations et des orientations d'une collectivité. Ces philosophies, ces stratégies, confèrent aux partis une relative autonomie. Au niveau du politicien, cette autonomie peut s'étendre largement; jusqu'à la marge, voire dans la marge, jusqu'à la transgression. Cependant, s'il entend accéder aux leviers de commande de l'État, il lui faut réintégrer le cadre du recevable, l'orientation commune. Parce qu'il y a un manifestement de l'admissible et de l'inadmissible pour l'électorat, il arrive, en effet, que le politicien soit obligé de se rétracter au risque d'entacher son image.

Deux excuses

Une excuse libérale

Le 13 juillet, au cours de la campagne, le chef libéral se fait caressant envers la présidente du parti. Il se montre à nouveau affectueux, une semaine plus tard, cette fois en tapotant la hanche de la vice-présidente de l'organisation libérale du Québec. Ces familiarités sont captées et abondamment diffusées par la télévision. À cette époque d'égalitarisme

des sexes, pendant cette campagne où les éventuels dirigeants de la nation sont obligés de tenir un débat public spécialement consacré à la femme, ces cajoleries sont montrées du doigt. Le chef libéral est accusé de condescendance à l'endroit des femmes et même de machisme. Or, l'inculpé dirige un parti qui préconise l'égalité des sexes à tous les niveaux, dans tous les secteurs. Aussi, le geste interfère-t-il dans un message présumé non sexiste et commence-t-il à menacer les chances du parti. Le prévenu tente d'abord de se justifier devant les journalistes : « I'm a very tactile politician. I touch people, I shake their hands, I hug them and I haven't heard any objections at all. I think you've lost your sense of humor ». ¹⁴ Ce n'est pas suffisant. À la veille du débat dédié à l'électorat féminin, le leader doit s'excuser sans ambages : « They were the gestures of friendship of two friends—political equals—and I certainly meant no disrespect or offence ». ¹⁵

Une excuse conservatrice

Lors d'une conversation non officielle avec des journalistes, le leader du parti conservateur dit sympathiser avec des politiciens qui, comme cet ex-membre du cabinet libéral, acceptent des postes patronnés. « Let's face it. There's no whore like an old whore. If I had been in Bryce's position, I'd have been right in there with my nose in the public trough like the rest of them ». ¹⁶ Ces mots sont vertement dénoncés. Et de plusieurs manières : vocabulaire indigne, jugement de valeur à l'égard d'un individu, sympathie ou mépris pour les prostituées, machisme. Seulement trois jours plus tard le chef du P.C. implore la clémence des électeurs :

I was mistaken to treat so important a matter in a way which might be misunderstood, and very much regret having done so. I do not deny having made these remarks, but I simply say they were made without any serious intent, since they clearly do not represent either my attitudes or my position with respect to this important matter of public policy. ¹⁷

Résumé

La palinodie du politicien est confession d'une infraction, constatation de ne pouvoir persister dans la transgression, imploration d'absolution et, donc, désir de réintégration. Mais il n'y a faute politique que dans la mesure où la dérogation est à ce point montée en épingle puis diffusée par les moyens de communication de masse qu'elle peut être accolée à quelque pénible circonstance sociale, qu'elle peut, en tout cas, devenir élément de la problématique politique de la collectivité et, par conséquent, menace pour le candidat qui doit, autant que cela se peut,

14 Cité d'après le *Toronto Star*, 3 septembre 1984, A13.

15 Ibid.

16 Ibid.

17 Ibid.

participer de la conscience populaire tout en se distinguant comme représentant. Parce qu'il est assimilé à un parti, le politicien dès lors qu'il contrevient au message de l'organisme dont il est issu, puis aux attentes des électeurs, est sa propre interférence. Par sa volte-face, il cherche à annuler cette interférence, à regagner le cadre de l'admissible, du nécessaire discursif, à modifier ou à consolider ses engagements envers les citoyens qu'il souhaite représenter.

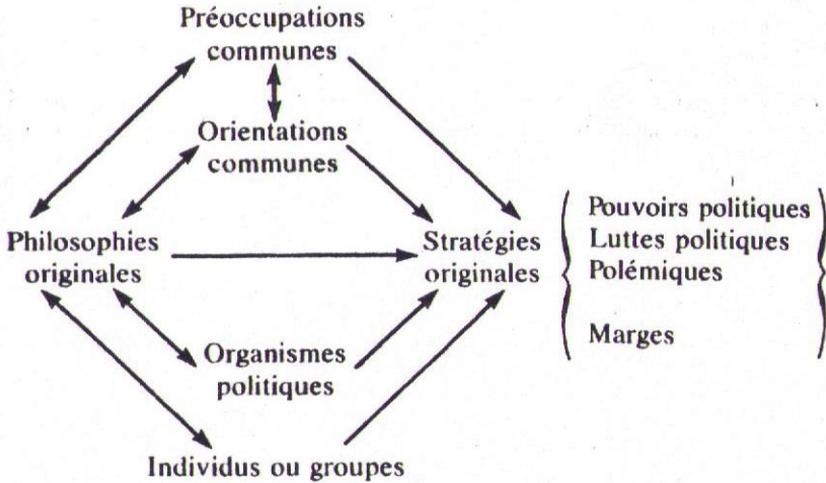
L'enfermement?

Dans la politique qui concerne de grands collectifs de sociétés complexes, un parti politique peut persuader dès qu'il intervient dans un immense univers formé de tout ce dont il n'a besoin de persuader. Ainsi, un organisme politique, dans la mesure où l'exercice de son pouvoir repose sur l'opinion qu'on a de lui dans une population circonscrite, ne peut que s'insérer dans un univers discursif (fait d'attentes et d'histoires), reproduire un savoir et, donc, persuader de quelque chose s'il accepte de ne pas persuader d'autre chose. Persuader, c'est ajouter, innover. Mais c'est aussi éprouver ce dont on ne peut pas persuader, c'est savoir, c'est être persuadé, c'est être dans la persuasion. C'est être dans un univers discursif limitatif, mais d'où, à travers des organismes politiques, des individus, des groupes, peuvent surgir des polémiques, des stratégies originales, des pouvoirs politiques, des luttes politiques, des réactions marginales (mais possibles, évidemment) qui n'ont rien d'inessentiel, qui sont la politique réelle, le discours concret, les énoncés. Parce que les énonciateurs ne sont pas tant dans le discours qu'ils sont le discours lui-même. Et puisqu'un cadre discursif, aussi impérieux soit-il, n'est rien sans les disputes qu'il suppose, qu'il engendre, sans les relations entre les opposants, entre les « persuadeurs » et leurs destinataires, sans les conditions de possibilité d'une société, son emprise et sa latitude ne sont rien sans l'emprise et la latitude du social et du politique. Entre les exigences du discursif, du non-discursif, du social et du politique, des regroupements peuvent se liguer les uns contre les autres, un même parti peut se scinder, des partis peuvent dominer, un leader peut déroger...

Quelles que soient la latitude, la multitude, la dissimilitude, l'enfermement des politiciens et leurs affinités sont indéniables. Un politicien ne peut pas dire n'importe quoi; les politiciens disent des choses semblables et ils sont liés, très souvent, même s'ils disent des choses conflictuelles. C'est bien cette homogénéité que confirme l'existence d'une organisation aussi inusitée que le Parti rhinocéros, par exemple. Ce qui permet à cette formation, où les candidats réclament la défaite, où des projets farfelus sont formulés, de tourner le système politique en dérision, c'est très précisément la conscience que la politique est ainsi « enfermée ». Si les rhinocérociens se veulent à

l'extérieur, c'est bien parce qu'ils se méfient de l'intérieur, parce qu'une bonne façon de prendre une distance par rapport aux philosophies et aux stratégies normales, c'est de railler, et, donc, de subir, d'intérioriser le monde contre lequel ils réagissent.

GRAPHIQUE 3



Conclusion

L'homogénéité de la politique canadienne aurait-elle été moins flagrante si l'analyse avait tenu compte des tiers partis? Presque toujours, ces autres partis se prononcent sur les mêmes sujets et rejoignent les orientations communes : le Parti vert, le Confederation of Regions Western Party, le Party for a Commonwealth of Canada, le Parti national et les ensembles communistes proposent tous des solutions originales aux problèmes communs de la nation. On aurait sans doute découvert des stratégies, des philosophies particulières; mais on aurait retrouvé des arguments, des préoccupations, des orientations plus vastes. Et puis, aussi étonnants que soient ces partis mineurs, leur rapport avec la conscience politique nationale était négligeable en 1984. Certes, ils ne sont pas écoutés parce qu'ils se heurtent au mutisme des media de masse, mais aussi parce que ce silence a pour contrepartie l'indifférence de la population. Le contenu diffusé par les mass media dépend souvent des attentes du destinataire et ces attentes sont des résultats historiques qu'on n'explique pas en invoquant simplement l'aliénation.

Les partis n'ont pas le choix de ne pas se faire comprendre et de ne pas aspirer au pouvoir d'État dès lors qu'ils élaborent une stratégie pour la nation. Ils doivent tenir un langage compréhensible autant par sa forme que par son contenu. Les populations grâce auxquelles ils

peuvent accéder au gouvernement ont des préoccupations communes et des orientations communes (qui ne sont pas moins que la possibilité de reproduction de la société); les représentants ne peuvent pas les contourner, aussi nombreux, aussi différents soient-ils.